



BRÉSIL



D 2252 • Br35
16-31 octobre 1998

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

MOTS-CLEFS

Milieu rural
Terre
Violence
Esclavage
Expropriation
Résistance
Spoliation

LES CONFLITS DANS LA CAMPAGNE BRÉSILIENNE

La Commission pastorale de la terre (CPT) publie annuellement un rapport sur les conflits dans la campagne brésilienne. Nous publions ci-dessous une synthèse du Rapport 1997 (rendu public en juillet 1998) établie par Noticias da Terra (Bulletin électronique de la CPT) du 24 juillet 1998.

1. Le baromètre de la conjoncture agraire

Malgré l'importance que la grande presse a donné à la diminution du nombre d'assassinats et du travail esclave, comme s'ils étaient les seuls à refléter le degré de violence dans les campagnes, lorsqu'on analyse les données des conflits des 10 dernières années, enregistrées dans les rapports annuels de la Commission pastorale de la terre (CPT), la conclusion est que la violence et les conflits ont changé de forme, mais leur nature reste la même. Ainsi que l'affirme le sociologue Wilson José Barp, du Département de sociologie de l'Université fédérale du Pará (UFPA) - qui a réalisé, avec Ana Rosa Baganha Barp, une analyse statistique de la tendance à la violence dans les campagnes suivant les données de la Commission pastorale de la terre pour la période de 1988 à 1997 - on est en train d'assister à un transfert de la violence illégitime (expulsions de fait et menaces d'expulsion des familles) vers une violence légitimée (expulsions judiciaires). En 1997, 304 familles ont été victimes d'expulsions

de fait et 17 070 familles ont été expulsées judiciairement, ce qui constitue un nombre inférieur et supérieur, respectivement, à la moyenne des années antérieures. Durant cette période il y a eu une réduction des expulsions,

menaces d'expulsion, assassinats, tentatives d'assassinat, menaces de mort, agressions physiques, tortures, tandis que prisons, lésions corporelles, expulsions judiciaires et destructions de plantations sont en augmentation. Selon Barp, les actions gouvernementales d'expropriation et d'installation officielle (*assentamento*) des populations dépendent toujours des pressions exercées par les sans-terre, et l'augmentation du nombre de familles "installées" contribue à la diminution de la violence dans les campagnes. Si, d'un côté, les organismes gouvernementaux arrivent à procurer de la terre à un rythme supérieur au développement de la violence, d'un autre côté, la mobilisation des travailleurs pour la terre va plus vite que les actions du gouvernement pour réaliser la réforme agraire.



2. Violence et conflits dans les campagnes

La Commission pastorale de la terre a publié le 21 juillet à João Pessoa (Paraíba) son rapport *Conflits dans les campagnes Brésil/97* contenant les chiffres de la violence dans les cam-

pagnes au cours de l'année passée. Était présent le président de la Commission pastorale de la terre, Mgr Tomás Balduino. Compte tenu de la commémoration des 10 ans d'existence de la Commission pastorale de la terre/Nordeste, le Paraíba a été choisi pour le lancement national du rapport. Voici les principaux chiffres et conclusions du rapport :

1 - Les conflits dans les campagnes¹ se sont maintenus au même niveau que l'année passée : 736 conflits contre 750 en 1996. Pourtant, ils sont restés très au-dessus du niveau de la période antérieure (1991-95) qui tournait autour de 500. Il faut remarquer qu'en 1997, la Commission pastorale de la terre n'a pas compté comme conflits les manifestations qui étaient considérées comme en faisant partie dans les années antérieures. La Commission pastorale de la terre recense les types de conflits suivants : terre, travail (atteinte aux droits des travailleurs, surexploitation et travail esclave), sécheresse, politique agricole et syndicalisme. En 1997, ont été enregistrés dans cette catégorie 12 cas se rapportant à 3 288 personnes.

2 - Suivant cette tendance, **les conflits relatifs à la terre** se sont aussi maintenus au niveau de 1996 (de 653 à 658) restant bien au-dessus de la moyenne annuelle 1991-95 (385 cas) de même que le nombre de personnes concernées, et la quantité d'hectares de terre conflictuels. Par rapport au nombre de personnes concernées, il y a une croissance brutale et continue depuis 1992, passant de 154 000 personnes cette année-là, à 477 105 en 1997.

3 - Les occupations ont enregistré une nouvelle augmentation, passant de 398 en 1996 à 463 en 1997, touchant 58 226 familles. La région où il y a eu le plus d'occupations est le Nordeste, avec 182 cas représentant 40 % du total. Ensuite, vient le Centre-Ouest avec 103 occupations, soit 22 % du

total, le Sud et le Sudeste, chacun avec 70 occupations et 15 % du total, et finalement le Nord avec 38 occupations et 8 % du total.

4 - Violence contre la personne. Les assassinats et tentatives d'assassinats ont diminué : 30 en 1997 contre 54 en 1996 et 37 en 1997 contre 71 en 1996. Par contre les menaces de mort sont en légère augmentation passant de 88 en 1996 à 92 en 1997. Il est important d'observer que les assassinats, tentatives d'assassinats et menaces de mort ont été progressivement dirigés vers des travailleurs sans terre. En 1997, plus de la moitié des assassinats (17 sur 30), presque la moitié des tentatives d'assassinats (17 sur 27), et quasi un tiers des menaces de mort (29 sur 92) ont été faits contre des sans-terre. Ensuite, les victimes les plus nombreuses des agressions sont les occupants légaux de terre (*posseiros*). Pour ces trois formes de violence, les sans-terre et les occupants sont ensemble la cible de 52 % des tentatives et menaces d'assassinats et de 73 % des assassinats.

5 - Violence contre la possession et la propriété. En 1997, 2 624 familles ont eu leurs maisons détruites contre 1 337 en 1996 ; 1 307 familles ont eu leurs plantations détruites contre 3 677 en 1996 et 3 940 ont été victimes de destruction de leurs biens contre 1 146 en 1996.

6 - Conflits du travail

a) *Travail esclave.* En 1997, ont été enregistrés 17 cas de travail esclave, impliquant 872 victimes. Les cas de cette année ont été découverts dans les États de Pará, Mato Grosso, Rondônia, Alagoas et Maranhão.

b) *Surexploitation.* Les cas de surexploitation ont été enregistrés par la Commission pastorale de la terre à partir de cette année. C'est pourquoi les données sont restreintes et n'expriment pas encore la véritable dimension du problème dans le pays. Elles se rapportent à des situations dans lesquelles les heures de travail non payées par l'exploitant dépassent le niveau de ce qui peut être qualifié de non-respect du droit du travail. En 1997, ont été enregistrés huit cas concernant 8 516 personnes.



1. Il s'agit ici, selon le rapport Conflitos no campo Brasil 97, des conflits "liés au système de relations sociales en vigueur dans l'espace rural" (NdT).

c) *Non-respect du droit du travail.* En 1997 ont été enregistrés 41 cas touchant 16 272 personnes.

7 - **Violence contre les enfants.** Il y a eu huit ensembles de cas, dont un assassinat, trois tentatives d'assassinat, cinq menaces de mort, quatre agressions physiques, neuf victimes de lésions corporelles et 36 victimes de travail esclave, soit un total de 58 victimes.

8 - **Les conflits ont augmenté dans certaines régions et diminué dans d'autres.** Avec de faibles fluctuations, les conflits ont augmenté dans le Nord, le Sud et le Centre-Ouest et diminué au Sudeste et au Nordeste, par rapport à 1996. Au Nord, les conflits sont passés de 114 à 131; au Sud de 85 à 97; au Centre-Ouest de 153 à 159. En chiffres absolus, les conflits ont été plus nombreux au Nordeste, suivi du Nord et du Centre-Ouest.

9 - Considérant cependant la relation

conflit-habitant, qui mesure l'intensité de la violence, le Nord passe en premier lieu, suivi du Centre-Ouest. Par rapport à l'intensité de la violence, le Pará occupe la première place, suivi de Pernambuco, Paraná et Goiás. Dans tous, il y a eu augmentation de la violence, ainsi qu'en Acre, Rondônia, Tocantins, Alagoas, Espírito Santo et Mato Grosso do Sul.

10 - **Le phénomène est récurrent** dans les États où le nombre de cas a été supérieur durant ces dix dernières années : le travail esclave est plus fréquent au Pará, Maranhão, Bahia, Minas Gerais et Mato Grosso ; il y a eu plus d'assassinats au Pará, Maranhão, Bahia, Minas Gerais, Paraná et Mato Grosso; des menaces de mort au Pará, Maranhão, Bahia et Mato Grosso ; des tortures au Pará, Maranhão, Bahia, Paraná et Mato Grosso ; des agressions physiques au Pará, Maranhão, Paraíba, Bahia et Mato Grosso ; des prisons au Pará, Maranhão, Bahia, Paraíba et Paraná ; des lésions corporelles au

Pará, Tocantins, Pernambuco, Bahia, Minas Gerais, Paraná et Mato Grosso.

11 - **Manifestations.** En 1997, sans avoir été comptabilisées comme conflits, comme on le faisait antérieurement, 91 manifestations ont été organisées, dont certaines ont duré des jours et même des semaines, comme le "Cri de la terre" et les occupations de lieux publics, notamment les sièges de l'Institut national de l'élevage et de la réforme agraire (INCRA), et d'autres qui ont duré des mois, comme ce fut le cas de la Marche nationale du Mouvement des sans-terre (MST). Des manifestations nationales ont été réalisées - Marche, Cri de la terre, Cri des exclus (ce dernier réalisé dans 1 243 villes) - et d'autres locales comme le barrage de routes et le blocage de l'accès aux agences de la Banque du Brésil.

Traduction DIAL.

En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.

**Vous pouvez dès maintenant
passer votre commande
pour l'agenda latino-américain 1999**

Les expéditions seront faites fin novembre

*Des textes, des réflexions, des informations, des statistiques
et des dates importantes pour l'Amérique latine et la solidarité*

*L'agenda latino-américain est une tentative de mondialisation
de la solidarité*



Format 21x17,5, couverture couleur

Un exemplaire : 80 FF + frais de port

Frais de port : 1 exemplaire : 16 FF

2 ou 3 exemplaires : 21 FF

4 ou 5 exemplaires : 28 FF

*Dial est l'unique distributeur
de l'agenda latino-américain en France*